



GUIDE DE MANIFESTATION

Une boîte à outils pour vous aider à planifier,
coordonner et mener efficacement des manifestations
pacifiques



Ce guide a été élaboré par l'équipe de CIVICUS avec la contribution du CIVICUS Protest Lab, un collectif de militant·es du monde entier qui se sont réun·es pour documenter, partager et renforcer les connaissances sur le droit à la liberté de réunion pacifique. Il s'appuie sur des expériences vécues et est dédié à toutes celles et ceux qui mettent leur sécurité en danger pour exercer cette liberté fondamentale.



AUTEURS:

Juli López-Arenas
Takaedza Tafirei
Omhle Ntshingila
Inés M. Pousadela
Protest Lab Innovators

**SOUTIEN AU CONTENU
ET À LA**

COMMUNICATION:

Innovateurs de Protest
Lab
Lerato Pagiwa
Silvia Puerto Aboy

CONCEPTION:

Keeke Art

**DATE DE
PUBLICATION:**

Juin 2026

SOMMAIRE

Introduction.....	8
-------------------	---

Avant la manifestation.....5

Équipe de coordination.....	7
Lieu de la manifestation.....	9
Outils d'organisation.....	10
Cartographie des partenaires.....	14
Sécurité numérique.....	17
Communication avec les autorités.....	19

Pendant la manifestation.....20

Sécurité.....	23
Bien-être.....	26
Protocoles de documentation.....	27

Après la manifestation.....28

Mesures immédiates (dans les 24 heures).....	29
Étapes suivantes: responsabilité et pérennité.....	30

NOTE DES INNOVATEURS DU CIVICUS PROTEST LAB

La liberté de réunion pacifique est un droit fondamental qui permet aux citoyens de se rassembler, d'exprimer leurs préoccupations collectives et de demander des comptes en cas de violations des droits. Partout dans le monde, ce droit est de plus en plus restreint, minimisé et érodé par des tactiques de répression visant à dissuader la participation, telles que les arrestations, l'intimidation, la surveillance et la torture. Pourtant, la capacité à s'organiser et à se rassembler reste essentielle à la vie démocratique et à la justice sociale. Même dans des contextes restrictifs, les personnes et les communautés continuent de trouver des moyens sûrs et viables de se rassembler, conscientes que l'action collective est à la fois un droit et une nécessité. Nous nous rassemblons non seulement pour faire entendre nos voix, mais aussi pour rendre hommage à celles et ceux qui se sont battu-es avant nous, pour protéger le présent et pour préserver l'avenir. Et au cœur de chaque rassemblement se trouve l'espoir: l'espoir que le changement est possible, l'espoir que la solidarité peut vaincre la peur, et l'espoir, encore et toujours, que le courage collectif peut façonner un monde plus juste et plus humain.

Ce guide vise à faciliter la planification d'actions de protestation coordonnées, efficaces et sûres. Il fournit des conseils pratiques aux personnes qui souhaitent organiser ou participer à des réunions pacifiques dans des contextes politiques et juridiques variés. Il s'articule en trois parties: avant, pendant et après une manifestation. Chaque section contient des conseils pratiques, des études de cas et des exercices tirés de situations réelles. Chaque exercice comprend des consignes pour une utilisation individuelle ou en groupe et peut être adapté à différents contextes.



A large, irregular pink paint splatter with several smaller droplets scattered around it, set against a solid dark red background.

AVANT LA MANIFESTATION

Une manifestation efficace commence bien avant le jour de l'action. C'est pendant la phase de préparation que sont posés les fondements d'une action percutante et que sont prises les décisions les plus déterminantes. Se précipiter ou passer cette étape est l'une des raisons les plus courantes pour lesquelles les actions échouent, sont détournées par d'autres ou exposent les participant·es à des risques inutiles.

La première question, qui est aussi la plus importante, est également la plus simple: pourquoi manifestez-vous? Les mouvements qui ne se sont pas mis d'accord sur leurs principes, leurs revendications et le changement qu'ils considéreraient comme une victoire sont des cibles faciles pour la manipulation et la division. Une fois que vous avez défini un objectif commun, réfléchissez ensemble aux questions suivantes:

Que faire si l'armée ou les forces de sécurité tentent de prendre le contrôle ou de réprimer nos actions?

Que se passerait-il si j'étais blessé·e ou arrêté·e pendant une manifestation?

Est-ce que je connais mes droits en cas de détention? Ai-je identifié à l'avance une aide juridique en cas d'arrestation?

Que dira ma famille si je lance ou rejoins une manifestation?

Mes idées sont-elles considérées comme trop radicales pour ma ville d'origine ou ma communauté?



ÉQUIPE DE COORDINATION

Les actions de manifestation nécessitent toujours une coordination. Concentrer le leadership entre les mains d'une seule personne comporte de sérieux risques: une arrestation, une absence, un moment d'épuisement psychologique peuvent paralyser toute l'action. Répartir les responsabilités au sein d'une équipe rend l'action plus résiliente, empêche qu'une personne ne devienne une cible dont l'élimination paralyserait le groupe et garantit que des perspectives diverses influencent les décisions.



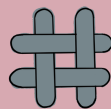
- **Responsable:** Supervise la planification et l'exécution globales, en veillant à ce que la manifestation atteigne ses objectifs. Il-elle devra également dialoguer avec les autorités locales si nécessaire.
- **Responsable Adjoint·e:** Assiste le-la responsable et coordonne les équipes selon les besoins.
- **Responsable du Maintien de l'Ordre:** Gère la logistique sur le terrain, notamment le mouvement de la foule, le maintien de l'ordre et la sécurité des participant·es.
- **Responsable de la Communication:** Gère la diffusion des messages, les relations avec les médias et les informations destinées aux participant·es avant, pendant et après la manifestation.
- **Responsable de l'Équipe de Sécurité:** Veille à la protection et au bien-être des participant·es, notamment en matière de premiers secours, de désescalade des conflits et de soutien psychosocial.
- **Observateur·rice Juridique:** Surveille la manifestation afin de détecter d'éventuelles violations des droits, documente les arrestations ou le recours à la force et reste en contact avec les avocat·es de permanence.
- **Responsable de la Documentation:** Photographie ou filme la manifestation en toute sécurité, en conservant les preuves de tout abus et en veillant à ce que les enregistrements soient sauvegardés de manière sécurisée et en temps réel.

Dans les environnements soumis à des restrictions ou à haut risque, il peut être plus sûr de ne pas divulguer ces rôles ni l'identité des personnes qui les occupent. Cela permet de protéger les personnes contre le harcèlement, le ciblage, l'intimidation ou l'arrestation. Envisagez d'utiliser des noms de code ou des intitulés de poste plutôt que des noms propres dans vos communications, et ne stockez les coordonnées que sous des formats sécurisés et chiffrés.

OUTIL À LA UNE : OUTILS DE COMMUNICATION SÉCURISÉS



Psiphon: Outil destiné aux utilisateurs situés dans des pays où l'accès à Internet est filtré ou restreint



Briar: Messagerie sécurisée de pair à pair fonctionnant sans Internet



ProtonVPN: VPN gratuit pour la protection de la vie privée et l'accès aux contenus bloqués



Tor Browser: Navigation anonyme et accès aux sites web bloqués

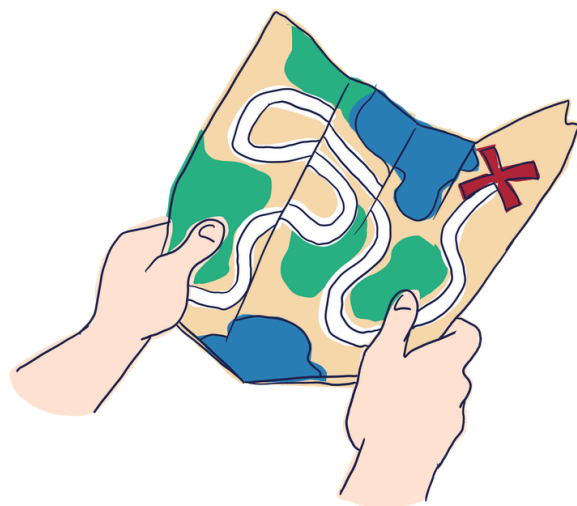


Signal: Messagerie, appels et transfert de fichiers cryptés



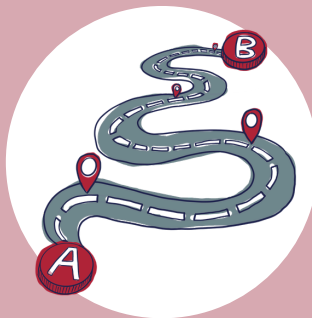
LIEU DE LA MANIFESTATION

Le choix d'un lieu ou d'une plateforme n'est pas seulement une décision logistique: il détermine qui peut participer, le degré de visibilité de l'action et le niveau d'exposition des participant·es aux risques. Lors du choix d'un lieu, il convient de trouver un équilibre entre visibilité stratégique et sécurité: les lieux symboliques, comme un parlement, le siège d'une entreprise ou une place centrale, amplifient le message, mais dans des contextes restrictifs, un espace moins visible peut s'avérer plus sûr tout en restant efficace.



Rassemblement statique:

Rassemblez-vous dans des lieux accessibles au public où les participant·es peuvent entrer et sortir librement, et où des services essentiels (toilettes, eau, ombre) sont disponibles. Prévoyez l'accessibilité dès le départ: les itinéraires sont-ils praticables pour les personnes en situation de handicap? Existe-t-il des points d'entrée pouvant être surveillés par des responsables de l'ordre? Y a-t-il des zones ombragées ou des abris en cas de conditions météorologiques extrêmes? L'accessibilité n'est pas une considération secondaire ; elle détermine qui peut réellement participer.



Marche ou cortège:

Si votre manifestation se déplace d'un lieu à un autre, l'équipe de coordination doit planifier et parcourir l'itinéraire à l'avance. Identifiez les routes que vous emprunterez, notez les distances afin que les participant·es puissent se préparer, repérez les toilettes et les points d'arrêt sûrs et signalez tout goulot d'étranglement potentiel susceptible de présenter des risques pour la sécurité de la foule. Dans les contextes à haut risque, ne communiquez l'itinéraire définitif qu'à votre équipe de coordination principale qu'au dernier moment, et prévoyez au moins un itinéraire alternatif au cas où le principal serait bloqué.



Action numérique:

Si votre action se déroule en ligne, choisissez des plateformes accessibles à votre public cible et qui ne sont ni interdites ni soumises à des restrictions dans votre pays. Définissez clairement l'identité de votre manifestation (nom, hashtag et calendrier) et coordonnez-vous sur plusieurs canaux: aucune plateforme ne permet à elle seule d'atteindre tout le monde, et les comptes peuvent être suspendus ou limités sans avertissement. Utilisez des canaux différents pour la communication publique et la coordination interne.

OUTILS D'ORGANISATION

Avant qu'une manifestation puisse avoir lieu, les personnes doivent en être informés, savoir pourquoi elle a lieu, à qui elle s'adresse et comment ils peuvent y participer ou la soutenir. Dans les environnements ouverts, les campagnes destinées au grand public, les événements et l'engagement médiatique peuvent être utilisés librement. Dans les environnements restreints ou à haut risque, les priorités évoluent: les méthodes qui protègent l'identité des organisateur·rices et des participant·es, évitent les traces identifiables et ne créent pas de visibilité susceptible d'entraîner une répression deviennent essentielles. Beaucoup d'actions de mobilisation combinent plusieurs des approches présentées ci-dessous, en adaptant chacune d'entre elles au contexte et au public visé:

En Présentiel:



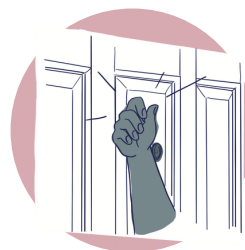
Réunions communautaires

Rassemblements en présentiel visant à établir un consensus, à répondre aux questions et à développer un sentiment d'appropriation collective de l'action. Elles peuvent également servir de sessions de formation informelles au cours desquelles des informations sur la sécurité et les droits juridiques sont partagées.



Artivisme

Recourir à l'art ou à l'expression créative (poésie, art de rue, graffitis, spectacles en direct) pour communiquer le message de la manifestation et inspirer l'action. L'artivisme peut toucher des publics que les messages politiques conventionnels ne parviennent pas à atteindre, et son ambiguïté peut compliquer la tâche des autorités qui cherchent à le réprimer ou à le criminaliser.



Du porte-à-porte

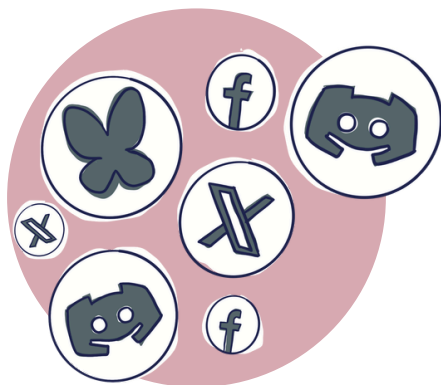
Informar directement les membres de la communauté en personne pour les sensibiliser et encourager leur participation. Cette méthode est particulièrement efficace dans les communautés où l'accès à Internet est limité et permet d'instaurer la confiance personnelle qui transforme l'intérêt en engagement.



Événements sportifs

Organiser ou participer à des événements sportifs pour mobiliser les communautés et diffuser le message de la manifestation. Les grands rassemblements autour du sport attirent des publics qui peuvent ne pas être réceptifs aux actions de sensibilisation explicitement politiques ; ils créent un espace propice à une solidarité visible, aux banderoles, aux couleurs et aux chants, et ont tendance à susciter moins de méfiance de la part des autorités.

Numérique :



Campagne numérique

Utiliser les réseaux sociaux, les newsletters ou des plateformes en ligne telles que Discord, Facebook ou Bluesky pour toucher des publics locaux et internationaux. Diversifiez les plateformes utilisées afin d'éviter de trop dépendre d'un seul canal susceptible d'être bloqué ou suspendu. Utilisez des hashtags pour regrouper et amplifier le contenu, mais sachez que les hashtags peuvent également exposer les participant-es à une surveillance.



Brochures

Supports imprimés fournissant des informations clés sur la manifestation, son objectif et la manière de s'impliquer. Dans les contextes soumis à des restrictions, les supports imprimés ne doivent pas mentionner les noms ni les coordonnées des organisateur-rices. Envisagez d'utiliser des codes QR renvoyant vers des canaux cryptés plutôt que d'imprimer des URL directes.



Webinaires

Sessions en ligne visant à informer, discuter et à mobiliser les participant-es de manière sûre et à grande échelle. Les webinaires permettent d'atteindre des personnes au-delà des frontières géographiques et autorisent une participation anonyme ou sous pseudonyme. Utilisez si possible des plateformes avec chiffrement de bout en bout et évitez d'exiger des participant-esqu'ils-elles utilisent leur vrai nom.



Déclarations de solidarité et lettres ouvertes

Inviter des organisations alliées, des personnalités publiques ou des universitaires à signer des déclarations de soutien. Celles-ci peuvent s'avérer particulièrement efficaces pour attirer l'attention des médias et susciter une pression internationale dans des contextes à haut risque, en signalant que le mouvement dispose d'alliés qui le suivent de près et qui prendront la parole si les participant-es sont pris-es pour cible.

Exercice 1. Planification et mobilisation

En petits groupes, lisez l'un des scénarios, discutez des questions et prenez des notes. Consacrez 20 à 25 minutes à ce scénario, puis réunissez-vous à nouveau pour une séance plénière de 10 minutes au cours de laquelle les groupes compareront leurs stratégies: sur quels points vos approches se sont-elles rejointes, et dans quels cas les contextes différents ont-ils imposés des choix différents?



Scénario n° 1. Manifestation pour les droits fonciers des peuples autochtones au Honduras

À La Esperanza, un comité de jeunes autochtones organise une manifestation pour réclamer la protection de leurs terres ancestrales contre l'exploitation forestière et minière illégale. Organiser cette manifestation au grand jour comporte des risques importants, car les militant-es sont soumis-es à la surveillance et à des actes d'intimidation de la part des autorités locales et d'agents de sécurité privés liés à des intérêts commerciaux.

Au Honduras, l'organisation des populations autochtones s'inscrit dans un contexte marqué par une impunité persistante, une discrimination structurelle à l'encontre des communautés autochtones ainsi que des liens entre acteurs économiques, services de sécurité privés et institutions de l'État. Si la mobilisation collective est essentielle pour défendre les droits fonciers, territoriaux et culturels, un militantisme visible peut exposer les organisateur-rices et membres de la communauté à des actes de harcèlement, de criminalisation ou de violence.

Le comité doit donc réfléchir à la manière de faire en sorte que les membres de la communauté se mobilisent efficacement tout en préservant leur sécurité, leur anonymat et la pérennité du mouvement à long terme, en conciliant le besoin de visibilité et des stratégies visant à réduire les risques et à renforcer la protection collective.

Questions

- Ce comité opère dans un contexte où le danger ne provient pas uniquement de l'État, mais d'un réseau d'acteurs privés et publics dont les intérêts se recoupent. En quoi cela influe-t-il sur les interlocuteurs auxquels le comité peut s'adresser en toute sécurité pour obtenir un soutien juridique, médical ou solidaire, et comment cela modifie-t-il sa stratégie de communication?
- La communauté dispose de solides réseaux en présentiel, mais d'une infrastructure numérique limitée. Quelles formes de mobilisation sont les mieux adaptées à ce contexte, et quels sont les risques associés à chacune d'entre elles?
- Si des agents de sécurité privés tentent d'intimider ou de perturber la manifestation, le comité ne peut pas présumer qu'appeler la police sera utile. Quelles mesures d'urgence devraient être mises en place, et qui, en dehors de la communauté immédiate, devrait être informé à l'avance?



Scénario 2. Plaidoyer pour les droits des personnes LGBTQI+ en Égypte



Un petit collectif de plaidoyer pour les droits des personnes LGBTQI+ au Caire réfléchit à la manière de sensibiliser le public à la discrimination et de plaider pour des protections juridiques. Organiser toute forme d'action publique visible comporte un risque élevé: les relations entre personnes du même sexe sont soumises à la criminalisation en vertu de lois sur la moralité formulées en termes très généraux, et les autorités ont systématiquement utilisé les réseaux sociaux et des opérations d'infiltration en ligne pour identifier, piéger et arrêter des personnes LGBTQI+. Le risque n'est pas seulement d'être identifié comme manifestant·e ; c'est d'être identifié·e comme queer. La répression politique, la stigmatisation sociale et le manque de moyens financiers limitent considérablement les options.

Le collectif doit donc réfléchir attentivement non seulement à la manière de s'organiser, mais aussi à la question de savoir si une manifestation conventionnelle est une forme d'action viable ou appropriée dans ce contexte, et, dans le cas contraire, quelles alternatives pourraient permettre d'atteindre des objectifs similaires tout en exposant moins les participant·es.

Questions

- Étant donné que les participant·es risquent d'être soumis·es à la criminalisation non seulement pour avoir manifesté, mais aussi en raison de leur identité, un rassemblement public visible est-il la bonne forme d'action dans ce cas précis? Quelles alternatives – campagnes en ligne, actions de solidarité dans d'autres pays, documentation et reportages – pourraient permettre d'atteindre les mêmes objectifs tout en protégeant davantage les participant·es?
- Les autorités égyptiennes ont utilisé les plateformes numériques pour identifier et piéger les personnes LGBTQI+. Quels risques numériques spécifiques cela engendre-t-il pour toute forme d'organisation en ligne, et comment le collectif doit-il aborder la communication, même entre membres de confiance?
- Si le collectif décide de mener une action collective, à quoi ressemble un consentement éclairé et significatif pour des participant·es qui ne comprennent peut-être pas pleinement les risques juridiques qu'ils ou elles encourent? Qui a la responsabilité de s'assurer que ce consentement est sincère?



CARTOGRAPHIE DES PARTENAIRES

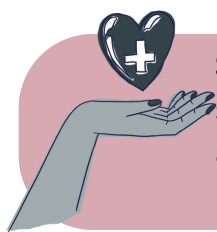
Avant de manifester, il est essentiel de savoir quelles ressources sont disponibles en cas d'arrestations, de blessures ou d'attaques numériques, et de les avoir déjà mobilisées, afin de ne pas avoir à les rechercher en pleine crise. Concrètement, cela implique de créer une fiche de référence imprimée contenant les numéros d'urgence que chaque participant·e peut emporter sur lui·elle ; de stocker les listes de contacts sous forme numérique et cryptée ; de tester à l'avance vos canaux de communication avec vos partenaires ; et, dans les contextes à haut risque, de mettre en place un système de prise de contact avec des personnes de confiance situées en dehors de la zone de manifestation, qui donneront l'alerte si elles n'ont pas de nouvelles de l'équipe.



Si une catégorie de soutien n'est pas disponible localement, identifiez l'alternative viable la plus proche: un avocat dans un pays voisin, un contact au sein de la diaspora, une ligne d'assistance internationale — et assurez-vous que toute votre équipe dispose de ces coordonnées. Les catégories de soutien suivantes doivent être identifiées et confirmées à l'avance:



Soutien Juridique: Accès à des avocats ou à une aide juridique pour fournir des conseils, une représentation ou une assistance d'urgence en cas d'arrestation ou pour contester des poursuites judiciaires.



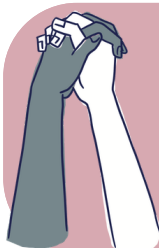
Soutien Médical: Disponibilité de premiers secours, de soins médicaux d'urgence ou de services de santé pendant et après la manifestation. Identifiez au moins un secouriste formé au sein de votre équipe, localisez l'hôpital ou la clinique la plus proche, et notez si certains manifestant·essouffrent de pathologies pouvant nécessiter une prise en charge spécifique.



Soutien Psychosocial: Accès à des services de soutien psychologique ou de santé mentale pour aider à faire face aux traumatismes ou au stress émotionnel résultant de la participation à une manifestation.



Soutien Numérique: Aide en matière de cybersécurité et de protection contre la surveillance en ligne ou les attaques numériques ciblées. Il existe des organisations externes que vous pouvez contacter si vous pensez que vos appareils ou vos réseaux ont été compromis.



Soutien de la Solidarité Internationale: Des réseaux d'alliés internationaux capables de relayer votre cause, de vous conseiller et de surveiller le respect des droits humains depuis l'étranger. CIVICUS, Amnesty International, Human Rights Watch et les coalitions régionales peuvent publier des communiqués, exercer une pression diplomatique et assurer une visibilité lorsque des participant·es sont placé·es en détention.

Exercice 2. Cartographie des Partenaires

En petits groupes, lisez l'un des scénarios ci-dessous et élaborer une carte des partenaires. Identifiez les catégories de soutien dont vous avez le plus urgemment besoin. Prévoyez 15 à 20 minutes, puis partagez votre carte avec le groupe. En plénière, concentrez-vous sur les divergences: dans quels cas les groupes ont-ils identifié des partenaires différents ou sont-ils parvenus à des conclusions différentes quant aux contacts qu'il est sûr d'approcher?



Scénario 1. Manifestation pour le Climat en Indonésie

Un groupe citoyen de Jakarta prévoit d'organiser une manifestation contre la déforestation et l'accaparement des terres qui touchent les communautés autochtones et rurales. Ce groupe comprend des militant·es urbain·es, des journalistes et des représentant·es des communautés concernées.

Plusieurs militant·es écologistes ont fait l'objet de poursuites pénales ces dernières années pour avoir organisé des manifestations contre les industries extractives, et au moins une organisation locale de la société civile soutenant les défenseurs des droits fonciers a vu son autorisation révoquée. Les autorités ont l'habitude de recourir à des retards administratifs et au refus d'autorisations pour obstruer les manifestations, et certains éléments indiquent que les communications du groupe ont été surveillées.

Questions

- Étant donné que des groupes locaux de la société civile ont vu leur autorisation révoquée pour avoir soutenu la défense des droits fonciers, comment évaluer quels partenaires locaux peuvent être approchés ouvertement en toute sécurité et quelles relations doivent être gérées avec discrétion?
- Le groupe souhaite que des organisations internationales de solidarité relaient son message. Quel est le risque qu'une attention internationale très médiatisée augmente, plutôt qu'elle ne diminue la pression exercée sur les participant·es? Comment ce compromis devrait-il influencer le choix des partenaires internationaux avec lesquels ils s'engagent et de quelle manière?



Scénario 2. Manifestation en Faveur des droits Humains au Zimbabwe

À Harare, des militant·es prévoient d'organiser une manifestation pour réclamer le respect des droits humains et la responsabilité politique, à l'approche d'une période de tensions politiques accrues. Les forces de sécurité ont recouru à la force à plusieurs reprises pour disperser des manifestations et plusieurs dirigeants de l'opposition ainsi que des personnalités de la société civile ont été placés en détention ces derniers mois. Le groupe sait qu'au moins une réunion préparatoire a compté parmi ses participant·es un informateur du gouvernement.

Le groupe dispose de moyens financiers limités, n'entretient aucune relation avec un avocat et ne sait pas à quelles organisations locales de la société civile il peut faire confiance, compte tenu de l'infiltration dont ont fait l'objet ses précédentes initiatives d'organisation.



Questions

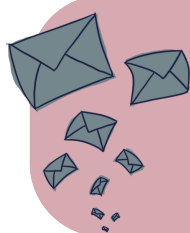
- Le groupe n'entretient aucune relation avec un avocat et soupçonne que ses réseaux ont été infiltrés. Comment devrait-il identifier un interlocuteur juridique de confiance, et par quels canaux devrait-il l'approcher sans alerter les autorités ni exposer cet interlocuteur à des risques?
- Le groupe ne peut pas compter uniquement sur des partenaires locaux. Quelles organisations régionales ou internationales ont une expérience spécifique au Zimbabwe, et que peuvent-elles réellement apporter?
- Si plusieurs manifestant·es sont arrêtés·es pendant la manifestation, quel est le plan d'intervention étape par étape pour les deux premières heures, et quels partenaires doivent avoir été informés à l'avance pour que ce plan fonctionne?

SÉCURITÉ NUMÉRIQUE

La sécurité numérique est un élément central de la préparation d'une manifestation dans tout contexte où une surveillance est possible. Les outils et les habitudes décrits ici doivent être mis en place avant le début de la manifestation, et non le jour même.



Réseaux sociaux et empreinte numérique: Passez en revue vos profils sur les réseaux sociaux et supprimez ou rendez privées toutes les informations susceptibles de vous identifier, vous ou vos proches. ObscuraCam (développé par The Guardian Project) vous permet de flouter les visages sur les images avant leur publication. Le jour de la manifestation, évitez de publier des informations de localisation en temps réel.



Messagerie sécurisée: Installez et testez des applications de messagerie cryptée. L'option la plus largement recommandée est Signal, qui crypte les messages, les appels et les fichiers de bout en bout. Activez la fonctionnalité de messages éphémères pour réduire votre trace numérique. Si Signal est bloqué dans votre pays, accédez-y via un VPN.



VPN: Téléchargez et configurez à l'avance un VPN fiable. Un VPN protège votre localisation et votre activité sur Internet, ce qui est particulièrement important dans les régions sujettes à la surveillance ou à la censure. Parmi les options recommandées, citons ProtonVPN (version gratuite disponible) et Psiphon, conçu pour les utilisateurs vivant dans des pays où l'accès à Internet est filtré ou restreint.



Sécurité des appareils: Activez le chiffrement complet du disque sur tous vos appareils. Définissez un mot de passe ou un code PIN fort et évitez les systèmes biométriques, auxquels la police peut vous contraindre. Supprimez ou déconnectez-vous de toutes les applications inutiles susceptibles d'exposer vos données personnelles en cas de saisie de votre appareil.



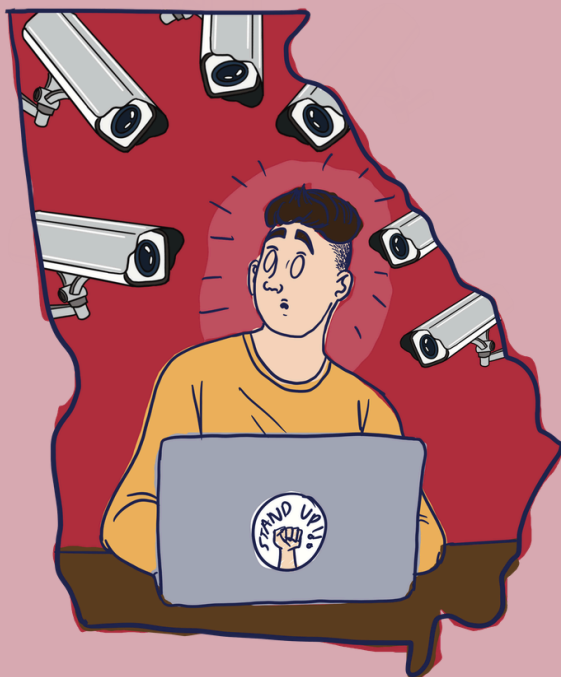
Stockage chiffré: Stockez les documents sensibles, les preuves et les informations personnelles dans un espace de stockage numérique chiffré. Parmi les options disponibles, on peut citer VeraCrypt pour les fichiers et dossiers, ainsi que la fonctionnalité « Note to Self » de Signal pour le stockage rapide d'informations sensibles. Sauvegardez les données importantes sur un support externe chiffré.



Détection des menaces: Apprenez à reconnaître les tentatives d'hameçonnage, les logiciels malveillants et les signes indiquant que votre appareil a été compromis, tels que l'apparition inattendue de nouvelles applications, la modification des paramètres de votre compte ou des connexions inhabituelles. N'ouvrez pas de liens ou de pièces jointes non sollicités provenant de sources inconnues.

Exercice 3. Sécurité numérique

En petits groupes, identifiez tous les risques numériques décrits ou sous-entendus dans le scénario et proposez un plan de sécurité numérique. Votre plan doit aborder les outils de communication, la sécurité des appareils, les pratiques sur les réseaux sociaux et la mise en place d'un plan d'urgence en cas de coupure potentielle. Vous disposez de 20 minutes, puis partagez vos plans avec les autres groupes et identifiez les lacunes.



Scénario. Manifestation contre la loi sur l'influence étrangère, Géorgie, 2024

Une coalition de la société civile à Tbilissi organise une manifestation de rue contre la loi géorgienne sur les agents étrangers, qui oblige les organisations recevant plus de 20 % de leur financement de l'étranger à s'enregistrer comme « défendant les intérêts d'une puissance étrangère ». Les détracteurs affirment que cette loi s'inspire de la législation russe utilisée pour réduire au silence les médias indépendants et la société civile, et son adoption a déclenché certaines des plus grandes manifestations que la Géorgie ait connues depuis des années.

La coalition regroupe des membres de la société civile, des étudiant·es militant·es et des journalistes indépendant·es. Les organisateur·rices se coordonnent principalement via un groupe WhatsApp comptant plus de 80 membres. Plusieurs participant·es sont employés par des organisations qui seraient directement touchées par la loi et craignent des représailles professionnelles s'ils-elles étaient identifié·es lors de la manifestation. L'un·e des organisateur·rices a déjà reçu des messages de menace anonymes sur les réseaux sociaux. Selon des informations crédibles, les autorités auraient surveillé les téléphones des participant·es lors de manifestations précédentes et auraient utilisé des images de ces manifestations pour identifier et interroger les manifestant·es par la suite.

Questions

- La coalition se coordonne actuellement via WhatsApp. Quels risques cela comporte-t-il, et vers quel autre moyen de communication devraient-ils se tourner? Comment gérer cette transition sans perdre de participant·es?
- Plusieurs membres craignent d'être identifiés sur les images de la manifestation. Quelles mesures le groupe peut-il prendre avant, pendant et immédiatement après la manifestation pour réduire ce risque?
- Si les réseaux numériques venaient à être perturbés pendant la manifestation, quel est le plan d'urgence prévu pour permettre à l'équipe de coordination de rester en contact entre elle et avec les participant·es?



COMMUNICATION AVEC LES AUTORITÉS

Dans certains pays, vous pouvez être tenus d'informer les autorités à l'avance de votre intention de manifester. Il s'agit d'une procédure de notification, et non d'une demande d'autorisation, mais d'une communication officielle qui donne aux autorités la possibilité d'assurer la sécurité et de gérer la circulation ou l'ordre public. Cependant, les autorités peuvent abuser de cette procédure pour entraver, retarder ou réprimer les manifestations, et dans des contextes fortement restreints, le simple fait de déposer une notification peut en soi mettre les organisateur·rices de manifestations en danger en confirmant leur identité aux services de sécurité ou en déclenchant des arrestations préventives. Avant d'entreprendre l'une des démarches ci-dessous, évaluez l'obligation légale par rapport au risque personnel et demandez conseil à un interlocuteur juridique local de confiance.



Si vous estimez qu'il est approprié, dans votre contexte, d'informer les autorités, procédez comme suit :



Renseignez-vous sur les exigences locales:

Les obligations de notification varient considérablement: certains pays exigent un préavis de 48 à 72 heures, d'autres ne demandent qu'une notification le jour même, et d'autres encore n'imposent aucune obligation. Renseignez-vous sur ce qui s'applique dans votre pays ou votre région et procurez-vous le formulaire officiel de notification auprès des autorités locales.



Demandez un avis juridique:

Si votre situation nécessite un entretien avec les autorités, préparez-vous avec l'aide d'un assistant juridique ou d'un praticien du droit. Dans les pays où les restrictions de l'espace civique sont fortes, associer un·e juriste intervenant à titre bénévole dès le départ, idéalement avant tout contact avec les autorités.



Conservez toute la documentation:

Conservez des copies de tous les formulaires, communications et correspondances, et assurez-vous que votre équipe de coordination en dispose également. Stockez-les à la fois sous forme numérique cryptée et sur support physique.



Sachez comment réagir si la déclaration est refusée ou obstruée:

Les autorités n'ont pas le pouvoir d'interdire un rassemblement simplement en refusant une déclaration ou en imposant des conditions. Si elles tentent de le faire, cela peut constituer en soi une violation de vos droits. Consignez le refus par écrit et consultez immédiatement un avocat.



**PENDANT LA
MANIFESTATION**

Manifestations Physiques

À FAIRE

- **Restez sereins:** Adoptez une attitude non violente en toutes circonstances, même en cas de provocation, afin de vous protéger et de protéger les autres, et de garantir la légitimité de votre action.
- **Respectez l'itinéraire prévu:** Suivez l'itinéraire ou le lieu prédéterminé afin d'éviter tout risque inutile, de faciliter la coordination et de permettre aux autorités d'anticiper vos mouvements en toute sécurité.
- **Connaissez vos droits:** Soyez conscient de vos droits légaux, notamment le droit à la liberté de réunion, et familiarisez-vous avec les lois et réglementations locales afin de vous protéger ainsi que les autres participant·es.
- **Documentez les événements:** Enregistrez les incidents en toute sécurité, à l'aide de photos, de vidéos ou de notes écrites, afin de fournir des preuves d'abus ou de violations, tout en protégeant votre identité et celle des autres.
- **Respectez les protocoles de sécurité:** Adoptez le système de binôme, hydratez-vous régulièrement, faites des pauses pour préserver votre bien-être mental et respectez les procédures de premiers secours et d'urgence afin de garantir votre bien-être physique et émotionnel.

À NE PAS FAIRE

- **Ne provoquez pas la police ni les contre manifestant·es:** Restez calme et évitez toute confrontation afin d'empêcher toute escalade et de vous protéger ainsi que les autres.
- **Ne participez pas à des activités non planifiées:** Tenez-vous-en aux actions prévues pour préserver l'organisation, la sécurité et l'efficacité de la manifestation.
- **N'ignorez pas les ordres de dispersion:** Suivez les consignes légales tout en connaissant vos droits, et retirez-vous en toute sécurité si nécessaire, afin de minimiser les risques et d'éviter les arrestations inutiles.
- **Ne résistez pas à l'arrestation par la force:** Évitez toute résistance physique en cas de détention, car cela peut aggraver le danger et entraîner des conséquences juridiques plus graves.



Manifestations Numériques

À FAIRE

- **Protégez l'identité des personnes:** Envisagez de publier de manière anonyme ou sous un pseudonyme afin de protéger les organisateur·rices et les participant·es.
- **Vérifiez les informations:** Ne partagez que des informations exactes et fiables afin d'éviter de diffuser de la désinformation.
- **Surveillez les informations:** Soyez prêt à corriger rapidement et calmement les fausses informations.

À NE PAS FAIRE

- **Ne partagez pas d'informations personnelles publiquement:** Évitez de divulguer des noms, des adresses ou d'autres détails permettant d'identifier les participant·es, qui pourraient les mettre en danger.
- **Ne participez pas à des cyberattaques:** Évitez le piratage, le « doxxing » ou toute action numérique illégale susceptible de nuire à votre crédibilité ou d'entraîner des conséquences juridiques.
- **Ne répondez pas aux provocations:** Évitez les disputes en ligne avec des adversaires qui pourraient aggraver le conflit ou compromettre la sécurité.
- **Ne présumez pas que vos communications ou vos données sont privées:** Partir toujours du principe que l'activité numérique peut être surveillée par les autorités ou des acteurs hostiles.



SÉCURITÉ

La sécurité physique lors d'une manifestation dépend de ce que vous emportez, de ce que vous portez, de la manière dont le groupe communique et du soutien apporté aux participant-es en cas de problème. La sécurité collective implique de considérer ces aspects non pas comme des responsabilités individuelles, mais comme des responsabilités partagées.

Avant de partir, réfléchissez bien à ce que vous emportez et à ce que vous laissez chez vous. Tout ce qui permet d'identifier votre adresse personnelle et vos affiliations, ou qui pourrait être présenté à tort comme une arme, doit rester chez vous. Si vous emportez un téléphone portable, assurez-vous qu'il est chiffré et qu'il ne peut pas être déverrouillé par des données biométriques, ce que la police peut exiger.



Quoi emporter et porter:

- Portez plusieurs couches de vêtements qui ne gênent pas vos mouvements. Évitez les vêtements comportant des logos, des slogans ou des éléments identifiables qui pourraient vous rendre facilement reconnaissable sur des photos ou des vidéos.
- Emportez de l'eau (à la fois pour vous hydrater et pour rincer le gaz lacrymogène des yeux et de la peau), de la crème solaire et les médicaments dont vous avez besoin.
- Emportez des copies de votre formulaire de notification, de vos contacts d'urgence et de toute information médicale pertinente pour votre participation. Notez les numéros de téléphone essentiels sur votre bras au marqueur indélébile ; ne comptez pas uniquement sur un téléphone verrouillé.
- Si l'utilisation de gaz lacrymogène est probable, apportez des lunettes de natation (et pas seulement des lunettes de soleil), un masque de type N95 ou supérieur, ainsi qu'une petite bouteille d'eau et une solution saline.
- Ne transportez rien que la police pourrait faire passer à tort pour une arme.

Que faire en équipe:

- Repérez à l'avance le parcours ou le lieu de la manifestation. Identifiez les points d'entrée et de sortie sûrs, les équipements publics et les dangers potentiels. Convenez d'un mot de passe signalant la nécessité de se disperser et fixez un point de rendez-vous après la dispersion, connu de tous les participant-es mais qui n'aura pas été mentionné dans les communications préalables.
- Désignez un contact de base, une personne qui ne sera pas physiquement présente lors de la manifestation, chargée de surveiller les communications et de coordonner le soutien extérieur. Cette personne doit disposer du numéro de l'assistance juridique, des coordonnées du contact médical et d'une liste de tous les participant-es.
- Répartissez les participant-es en binômes ou formez de petits groupes afin qu'ils veillent les uns sur les autres, maintiennent le moral et apportent une aide immédiate si quelqu'un est en danger. Chaque binôme doit avoir un plan commun: où se retrouver en cas de séparation, qui appeler en cas d'urgence et quand partir ensemble. Ne laissez jamais un partenaire derrière vous sans vous être d'abord assuré qu'il est en sécurité.



Premiers secours

Les conseils suivants complètent, mais ne remplacent pas, la formation dispensée par un secouriste qualifié. Au moins un secouriste formé doit être présent lors de chaque action de manifestation.



Par forte chaleur, surveillez l'apparition d'une peau pâle et moite, de vertiges et de nausées. Déplacez la personne à l'ombre, donnez-lui de l'eau et desserrez ses vêtements trop serrés. Si les symptômes ne s'améliorent pas dans les 30 minutes ou si la personne perd connaissance, appelez les secours.



Si du gaz lacrymogène est utilisé, placez-vous immédiatement face au vent et éloignez-vous de la source. Ne vous frottez pas les yeux. Rincez-les abondamment à l'eau claire. Si vous en disposez, une solution saline soulage plus efficacement les yeux. Retirez et mettez dans un sac les vêtements contaminés dès que possible.



Traitez les blessures causées par des balles en caoutchouc comme vous le feriez pour un traumatisme contondant. N'essayez pas d'extraire les objets incrustés, stabilisez la personne et consultez immédiatement un professionnel de santé. Documentez la blessure à des fins de responsabilité et imputabilité.



Consultez un professionnel de santé pour toutes les blessures subies après la manifestation, y compris celles qui semblent mineures. La gravité de certaines blessures causées par des armes de contrôle des foules peut ne pas être immédiatement apparente.



Exercice 5. Sécurité physique – simulation de crise

En groupes, lisez le scénario ci-dessous. Désignez une personne pour prendre des notes et une autre pour présenter les conclusions à l'ensemble du groupe. Vous disposez de 25 minutes pour élaborer un plan d'intervention concret. Précisez les rôles, les outils et les actions spécifiques, et ne vous contentez pas d'énoncer des principes.



Scénario. Manifestation contre la hausse du coût de la vie en Ouganda

Un groupe citoyen composé d'une quarantaine de militant·es a organisé une manifestation pacifique dans le centre de Kampala pour réclamer la responsabilité face à la hausse du coût de la vie. Le groupe a prévenu les autorités à l'avance et a désigné des responsables de l'ordre et un responsable de la documentation. Il dispose d'un contact juridique prévu à l'avance — un avocat local qui n'est pas présent lors de la manifestation — et d'aucun soutien médical dédié en dehors d'un secouriste au sein du groupe.

Malgré la notification, la police arrive en grand nombre peu après le début de la manifestation et déclare le rassemblement illégal. Elle utilise des gaz lacrymogènes et tire à balles réelles en direction de la foule, une tactique que les forces de sécurité ougandaises ont employée à de multiples reprises. Plusieurs participant·es sont blessé·es.

Dans la panique qui s'ensuit, les participant·es se dispersent dans plusieurs rues. Au moins quatre personnes sont arrêtées et on ignore où elles se trouvent. Le téléphone du responsable des communications est saisi. Les réseaux mobiles fonctionnent par intermittence, peut-être en raison d'une perturbation délibérée. L'avocat·e a été contacté·e mais n'a pas encore répondu. Les responsables de l'ordre au sein du groupe tentent de regrouper les participant·es qui sont dispersé·es et certain·es sont blessé·es.

Questions

- Les réseaux de communication sont instables et le téléphone du responsable des communications a été saisi. En utilisant uniquement les outils et les plans d'urgence qui auraient pu être préparés de manière réaliste à l'avance, comment le groupe reste-t-il coordonné malgré la dispersion de ses membres au cours des 30 prochaines minutes?
- Quatre personnes ont été arrêtées et on ignore où elles se trouvent. L'avocat n'a pas encore répondu. Quelles sont les mesures immédiates à prendre pour les localiser, et qui se charge de chacune d'entre elles, sachant que certains membres de l'équipe sont blessés et que d'autres tentent encore de se mettre en sécurité?
- Le groupe ne dispose d'aucun soutien médical dédié et certain·es participant·es sont blessé·es. Comment réagissent-ils et à partir de quel moment le recours à des soins médicaux officiels devient-il lui-même un risque dans ce contexte?



BIEN-ÊTRE

Le bien-être des participant·es à la manifestation est ce qui permet aux mouvements de perdurer. Les mouvements qui négligent la santé émotionnelle et physique de leurs membres finissent par les perdre. Cette section traite des pratiques de bien-être à adopter pendant la manifestation. Pour le rétablissement après la manifestation et les pratiques de soutien collectif, consultez la section « Après la manifestation ».

Les réactions au stress et aux traumatismes sont des réactions normales face à des situations de forte pression ou de menace. Parmi les réactions courantes, on peut citer l'hypervigilance, la dissociation, l'engourdissement, l'irritabilité et les difficultés de concentration, ainsi que des symptômes physiques tels que des palpitations cardiaques ou des tremblements. Reconnaître ces signes chez soi et chez les autres est la première étape pour y remédier.

- Prenez régulièrement des nouvelles des autres participant·es. Soyez attentif·ve aux signes indiquant qu'une personne se sent dépassée: repli sur soi, silence, posture raide, dissociation, et proposez-lui de l'eau, un endroit à l'ombre et un espace plus calme, à l'écart de la foule.
- Faites des pauses quand vous en avez besoin. Restez dans le périmètre du groupe et informez votre partenaire de votre position.
- Si vous vous sentez dépassé·e, utilisez la technique d'ancrage présentée dans l'encadré ci-dessous avant de décider si vous devez prendre davantage de recul.
- Si un participant·e présente une réaction d'anxiété aiguë ou n'est pas en mesure de poursuivre l'activité en toute sécurité, il doit partir avec son partenaire, jamais seul. Prévenez le responsable de l'équipe de sécurité avant de partir, si les conditions de sécurité le permettent.

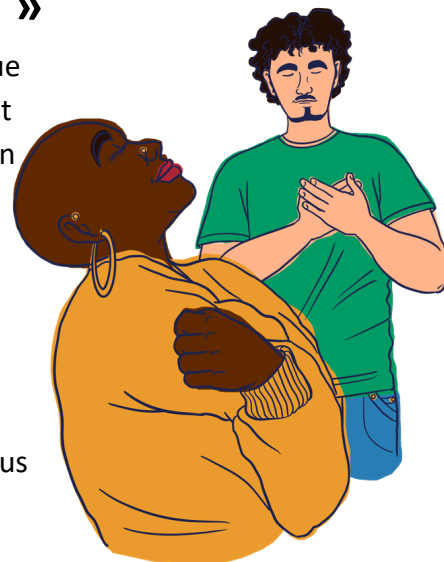
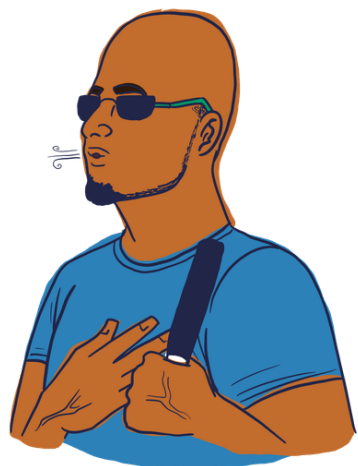


La technique d'ancrage « 5-4-3-2-1 »

Si vous vous sentez anxieux·se et dépassé·e, cette technique peut vous aider à réguler votre système nerveux en ancrant votre attention sur la réalité physique immédiate. Passez en revue chacun de vos sens tour à tour:

- **5 choses que vous pouvez voir**
- **4 choses que vous pouvez toucher**
- **3 choses que vous pouvez entendre**
- **2 choses que vous pouvez sentir**
- **1 chose que vous pouvez goûter**

Prenez votre temps à chaque étape. Cette technique est plus efficace lorsqu'elle est pratiquée lentement et de manière réfléchie.



PROTOCOLES DE DOCUMENTATION

La personne responsable de la documentation doit être briefée et équipée avant le jour de la manifestation, et toute l'équipe de coordination doit comprendre les protocoles à l'avance.

Désignez un·e adjoint·e capable de prendre le relais si la personne responsable est interpellée ou séparée du groupe, et assurez-vous que cette personne soit également briefée.

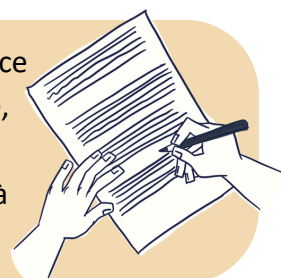
1

Choisissez et testez vos outils: Téléchargez et testez une application de documentation avant la manifestation. Vérifiez que la sauvegarde automatique fonctionne et que l'emplacement de sauvegarde est sécurisé et accessible à plusieurs personnes. Le WITNESS Media Lab et le Citizen Evidence Lab d'Amnesty International fournissent des conseils pour choisir et utiliser des outils de documentation de manière sûre et efficace.



2

Mettez-vous d'accord sur ce qu'il faut documenter: Définissez à l'avance ce qui constitue un incident à documenter, comme le recours à la force, les ordres illégaux, les arrestations, les blessures, les menaces et la surveillance. Le responsable de la documentation ne devrait pas avoir à porter ce jugement en temps réel, sous pression.



3

Mettez en place votre système de sauvegarde et de stockage: Décidez où les enregistrements seront stockés, qui pourra y accéder et comment ils seront transférés en toute sécurité après la manifestation. Supprimez les métadonnées des fichiers avant de les stocker ou de les partager afin d'éviter de révéler la localisation des manifestant·es ou des informations sur leurs appareils. Mettez-vous d'accord sur des conventions de nommage des fichiers afin que les enregistrements puissent être facilement organisés et recoupés.



4

Déterminez ce qui sera rendu public, et à quel moment: Les images brutes ne doivent pas être publiées avant que votre équipe juridique ne les ait examinées. Convenez à l'avance de la personne chargée de décider de la diffusion des documents et des canaux à utiliser.





APRÈS LA MANIFESTATION

La manifestation ne s'achève pas lorsque les participant·es se dispersent. Les heures qui suivent immédiatement une action sont souvent les plus décisives: pour les personnes arrêtées, c'est au cours des premières heures de détention que l'intervention juridique est la plus efficace ; pour celles et ceux qui sont blessé·es, tout retard dans la prise en charge comporte des risques réels ; et les documents se détériorent rapidement s'ils ne sont pas mis en sécurité. Cette section aborde les priorités immédiates de la période post-manifestation, suivies du travail à plus long terme concernant la responsabilité, la prise en charge collective et la pérennité du mouvement.

MESURES IMMÉDIATES (DANS LES 24 HEURES)

Dans les heures qui suivent immédiatement une manifestation, l'équipe de coordination doit s'atteler à trois priorités, dans cet ordre: recenser tous les participant·es, réagir aux arrestations et aux blessures, et mettre en sécurité les documents avant qu'ils ne soient perdus ou compromis.



Vérifier que tous les participant·es sont présent·es

Utilisez vos listes de réseaux de binômes pour vérifier que tout le monde s'est dispersé en toute sécurité. Si certains participant·es sont porté·es disparus, prévenez immédiatement l'équipe juridique, car ils-elles ont peut-être été placé·es en garde à vue à votre insu. Le silence est le signe que quelque chose ne va pas.

Réagir aux arrestations

Regroupez-vous le plus rapidement possible et déterminez les éléments suivants:

- Combien de personnes ont été arrêtées?
- Dans quel commissariat ou centre de détention sont-elles retenues?
- Ont-elles été inculpées et, si oui, pour quel motif?
- Ont-elles pu contacter un avocat?

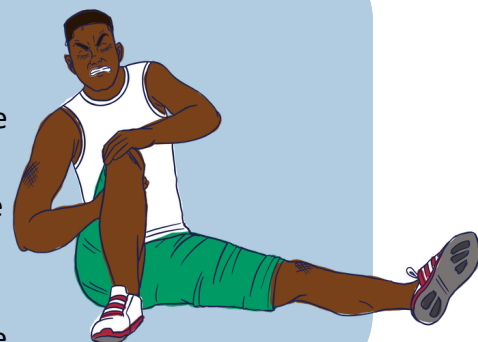


Transmettez ces informations à votre interlocuteur chargé de l'assistance juridique dès que vous les aurez recueillies; n'attendez pas que tout soit confirmé avant de passer l'appel. Les équipes juridiques peuvent intervenir de manière plus efficace dans les premières heures suivant une détention, avant que les chefs d'accusation ne soient officialisés ou que les conditions de détention ne se détériorent.

Restez en contact avec les familles des participant·es détenu·es et tenez-les informées. L'incertitude est l'un des aspects les plus angoissants d'une arrestation pour les familles ; c'est pourquoi même un bref message confirmant que vous savez où se trouve la personne et qu'une assistance juridique est en route revêt une grande importance.

Réagir face à des blessés

Vérifiez si quelqu'un est blessé·e ou ne se sent pas bien et donnez la priorité à celles et ceux qui ont besoin de soins médicaux urgents. Ne laissez pas les personnes blessées seules. Restez auprès d'elles jusqu'à ce qu'elles soient prises en charge par des professionnels de santé. Si vous avez préalablement identifié des contacts médicaux sûrs lors de la phase de planification (agents de santé communautaires, professionnels de santé bienveillants ou secouristes de terrain), faites appel à eux dès maintenant si les soins officiels présentent un risque dans votre contexte.



ÉTAPES SUIVANTES: RESPONSABILITÉ ET PÉRENNITÉ

Le travail à mener au cours de la période post-manifestation, plus longue, s'articule autour de trois axes: faire en sorte que les responsables assument leur responsabilité quant à ce qui s'est passé, veiller au bien-être des personnes concernées et maintenir le mouvement vivant et cohérent. Chacun de ces axes est abordé dans les sections ci-dessous.



Documenter les violations

La documentation est autant un acte de solidarité qu'un outil juridique. Elle montre aux participant·es détenu·es ou blessé·es que leur expérience a été constatée et ne sera pas oubliée. Elle permet également de constituer un témoignage historique, d'étayer les procédures judiciaires visant à demander la responsabilité des auteurs et des institutions, et de dissuader de futurs abus.

L'exercice de documentation des incidents présenté dans cette section fournit un cadre de travail. Pour chaque incident significatif, usage de la force, arrestation illégale, surveillance, menaces ou toute autre violation potentielle des droits, établissez un compte rendu écrit comprenant:

- La date, l'heure et le lieu précis
- Les noms ou descriptions de toutes les parties impliquées, y compris les agents lorsqu'ils sont identifiables (numéros de matricule, insignes d'unité, plaques d'immatriculation)
- Une description factuelle des faits, dans l'ordre où ils se sont déroulés
- Les noms et coordonnées des témoins qui consentent à être identifiés
- Les preuves photographiques ou vidéo, avec indication des noms de fichiers et de l'emplacement de stockage
- Les blessures ou dommages éventuels, accompagnés de pièces justificatives

Utilisez un format cohérent pour tous les rapports afin que les incidents puissent être comparés, regroupés et transmis aux instances de responsabilité sous une forme cohérente. Conservez tous les fichiers originaux intacts. Ne modifiez ni ne compressez les enregistrements avant de les transmettre à votre équipe juridique.

Exercice 6. Documentation d'un incident

En petits groupes, utilisez le tableau ci-dessous pour documenter un incident fictif: une intervention policière visant à disperser une manifestation pacifique, une arrestation illégale ou une blessure causée par des armes de contrôle des foules. Remplissez chaque champ de manière aussi précise que possible ; les mentions vagues telles que « le matin » ou « près de la place » n'ont aucune valeur probante. Dans les contextes à haut risque, ne conservez pas ce rapport sur un appareil non chiffré ; transférez-le plutôt immédiatement vers une application de prise de notes sécurisée ou un espace de stockage chiffré.



Une fois le travail terminé, échangez vos tableaux avec un autre groupe et examinez mutuellement vos comptes rendus à l'aide de la liste de contrôle ci-dessus. Tous les champs obligatoires sont-ils remplis? Les informations sont-elles suffisamment précises pour étayer une plainte judiciaire? Qu'est-ce qui manque ou qui est trop vague pour être utile?

Discutez ensuite en groupe:

- Qu'est-ce qui a rendu certains champs difficiles à remplir, et qu'est-ce qui aurait pu être préparé à l'avance pour faciliter ces démarches dans une situation de stress?
- Qui, dans votre groupe, serait chargé de remplir ce compte-rendu lors d'une manifestation réelle — et qu'advierait-il de cette responsabilité si cette personne était interpellée ou séparée du groupe?

DATE ET HEURE					
LIEU PRÉCIS					
DESCRIPTION DE L'INCIDENT (DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE)					
PARTIES IMPLIQUÉES					
TÉMOINS (AYANT DONNÉ LEUR ACCORD)					
BLESSURES ET SOINS PRODIGUÉS					
PREUVES (NOMS DES FICHIERS ET LIEU DE STOCKAGE)					
SIGNALÉ À					

Signalement des violations

Documenter une violation n'est que la première étape ; ces éléments doivent ensuite être transmis. Le canal de signalement approprié dépend de votre contexte: la gravité de la violation, le degré de confiance accordé aux institutions nationales et les ressources que votre équipe peut mobiliser. Les canaux ci-dessous ne s'excluent pas mutuellement, et leur combinaison s'avère souvent plus efficace que l'utilisation d'un seul canal. Dans tous les cas, coordonnez-vous avec votre équipe juridique avant de divulguer publiquement des preuves ou des informations permettant de vous identifier, et privilégiez votre sécurité.

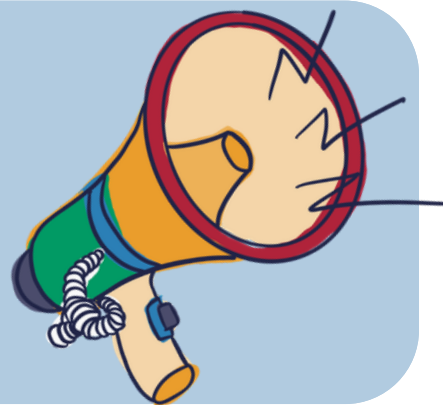


Mécanismes nationaux

Si cela ne présente aucun danger, vous pouvez signaler un incident à un commissariat de police ou auprès d'un organisme interne chargé de traiter les plaintes contre la police. Avant de le faire, consultez un avocat ou une organisation juridique de confiance: dans certains contextes, un signalement officiel peut exposer les plaignants au harcèlement ou à des contre-accusations. Partagez les preuves avec prudence et évitez de les publier avant que votre équipe juridique ne vous ait conseillé sur ce qu'il est sûr et stratégiquement utile de divulguer.

Surveillance par la société civile

Le fait de signaler les violations documentées aux organisations de la société civile qui rassemblent des preuves et publient des rapports contribue à constituer un dossier cumulatif susceptible d'étayer de futures actions juridiques et diplomatiques, même lorsqu'il n'est pas possible d'obtenir une responsabilité immédiate. Dans de nombreux contextes, il s'agit là de la voie la plus réaliste pour la plupart des violations.



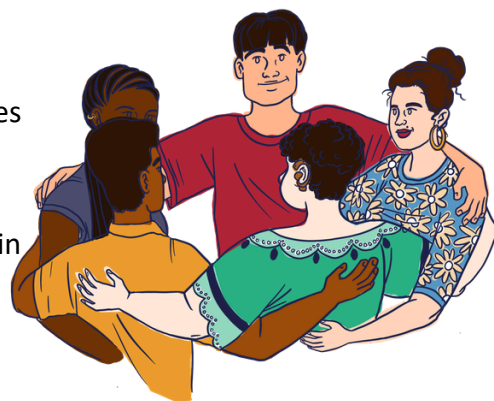
Implication des médias

Fournir des éléments de preuve à des journalistes de confiance exerce une pression en faveur de la responsabilité grâce à la médiatisation. Par l'intermédiaire de votre responsable de la communication, publiez un communiqué après la manifestation qui résume les incidents clés, cite les violations documentées et réitère les revendications du mouvement.



Pratiquer la solidarité collective

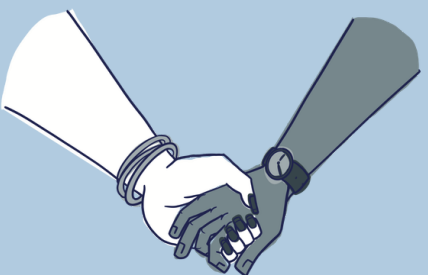
La participation à des manifestations, en particulier celles impliquant des violences, des arrestations ou d'autres événements traumatisants, réclame des exigences considérables aux personnes et aux communautés. Normaliser la prise en charge et le rétablissement au sein de la culture de la manifestation est ce qui permet aux mouvements de perdurer dans le temps. Les étapes ci-dessous ne doivent pas être considérées comme des éléments facultatifs, mais comme des composantes essentielles de la coordination après la manifestation.



Regroupez-vous et prenez des nouvelles: Regroupez-vous après la manifestation pour vous assurer que tout le monde va bien. Prenez individuellement des nouvelles des participant·es qui ont vécu des moments particulièrement difficiles, qui se sont retrouvé·es à proximité d'incidents violents, qui ont été arrêté·es ou qui ont été témoins de blessures. Un contact individuel montre que le collectif se soucie de ses membres en tant que personnes, et pas seulement en tant que ressources du mouvement.



Organisez un débriefing avec les participant·es: Lorsque les conditions de sécurité le permettent, organisez une séance de débriefing, en ligne ou en présentiel, avec les participant·es qui ont manifesté. Créez un espace où chacun·e peut partager ce qu'il·elle ressent, ce qu'il·elle a observé et ce qu'il·elle aimerait faire différemment. Reconnaissez les expériences difficiles sans les minimiser. Si des participant·es présentent des symptômes persistants de traumatisme, des souvenirs envahissants, des cauchemars, une hypervigilance ou un engourdissement émotionnel, encouragez-les à solliciter un accompagnement professionnel.



Prenez soin de celles et ceux qui s'occupent des autres: Les personnes occupant des rôles de coordination, en particulier le responsable de la sécurité et le responsable de la communication, sont souvent les dernières à veiller à leur propre bien-être. Veillez à ce que les personnes occupant des postes à haute responsabilité soient activement soutenues par les autres membres de l'équipe et qu'on ne leur réclame pas de porter seules le poids émotionnel de l'action. Dans la mesure du possible, faites tourner les rôles exigeants au sein de l'équipe au fil du temps.



Reconnaissez la difficulté à long terme: L'épuisement professionnel est l'une des menaces les plus courantes et les plus sous-estimées qui pèsent sur les mouvements sociaux. Prendre le temps, après une action, de saluer ce qui a été accompli, d'évoquer les difficultés rencontrées et de reconnaître la contribution de chaque participant·e permet de préserver la capacité des mouvements à agir à nouveau.

Protéger le Mouvement

Les acteurs étatiques ont historiquement recouru à l'infiltration, à la désinformation et à la division artificielle pour neutraliser les mouvements sociaux efficaces. La cooptation par des partis politiques, des ONG ou des acteurs médiatiques aux agendas concurrents constitue une menace tout aussi grave. Préserver l'intégrité de votre mouvement est essentiel à sa force à long terme.

Les mesures de protection les plus efficaces sont d'ordre structurel. Les mouvements dotés de processus décisionnels transparents, d'un leadership décentralisé et de protocoles de communication clairs sont nettement plus difficiles à infiltrer ou à détourner de leur objectif que ceux qui reposent sur une autorité personnelle ou des arrangements informels.

Au-delà de la structure, restez vigilant face à certaines tactiques spécifiques. Des agents provocateurs peuvent tenter d'inciter à la violence pour justifier la répression ou discréditer publiquement le mouvement. De la désinformation peut être semée au sein des réseaux de participant·es afin de semer la confusion ou de provoquer des conflits internes. La connaissance de ces tactiques, sans pour autant sombrer dans la paranoïa, permet au groupe de les reconnaître et de les dénoncer lorsqu'elles se produisent.





**Chaque action,
aussi minime soit-elle,
contribue au
long chemin
vers la justice.**





CIVICUS

Afrique du Sud

25 Owl Street, 6th Floor,
Johannesbourg, 2092, Afrique du Sud

site web: [www .civicus.org](http://www.civicus.org)

le courriel: info@civicus.org

Afrique du Sud

11 Avenue de la Paix, CH-1202, Genève
Tel: +41(0)22 733 3435

Publié en juin 2026 par CIVICUS
Johannesbourg, Afrique du Sud.

les états-unis d'Amérique

355 Lexington Ave, New York, NY 10017,
les états-unis d'Amérique

Licence Creative Commons Attribution -
Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de
Modification 4.0 International Licence
Publique Internationale.

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode>

Avertissement :

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de CIVICUS. Les désignations matérielles et géographiques figurant dans ce rapport n'impliquent de la part de CIVICUS aucune prise de position quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire ou d'une zone, ni quant à la délimitation de ses frontières.